

**DIRECTION DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL
COMITE DE LA POLITIQUE DE LA RÉGLEMENTATION**

**INSTITUTION DU RÉSEAU DES RÉGULATEURS ÉCONOMIQUES (NER) AVEC LE STATUT
D'ORGANE SUBSIDIAIRE DU COMITÉ DE LA POLITIQUE DE LA RÉGLEMENTATION**

**8e réunion du Comité de la politique de la réglementation
22 et 23 avril 2013
Centre de conférences de l'OCDE (Paris)**

Le présent document a pour objet l'institution du Réseau des régulateurs économiques (NER) avec le statut d'organe subsidiaire du Comité de la politique de la réglementation (CPR), conformément à l'article 21b) du Règlement de procédure de l'OCDE, pour la durée du mandat du CPR, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 2014.

Il a été présenté le 23 avril 2013 à la 8e réunion du CPR pour examen, en vue de son adoption ultérieure par le Comité par le biais de la procédure écrite.

Pour tout renseignement complémentaire, veuillez contacter Gregory Bounds
(gregory.bounds@oecd.org ; +33 (0)1 45 24 84 43) ou Faisal Naru (faisal.naru@oecd.org ; +33 (0)1 45 24 80 43).

JT03340221

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

CONTEXTE

1. La création du Réseau des régulateurs économiques a été entérinée par le Comité de la politique de la réglementation (CPR) en novembre 2011 et prise en compte dans son Programme de Travail et Budget (PTB) pour 2013-14 [[GOV/RPC\(2012\)5/FINAL](#)]. Jusqu'à présent, le Réseau a tenu des réunions informelles, adossées aux réunions d'avril et novembre 2012 du CPR. Il doit se réunir de nouveau le 24 avril 2013.

2. Cette initiative a bénéficié d'un fort soutien, et les premières réunions du Réseau informel ont attiré un large éventail de régulateurs sectoriels des pays Membres. Les réunions du Réseau informel ont été présidées par Gary Banks (le président du CPR), et un certain nombre de pays (l'Australie, l'Italie, le Mexique et le Royaume-Uni) ont proposé de faire office de groupe de référence pour aider le Secrétariat à fixer l'ordre du jour de ces réunions.

PROCÉDURE

3. En sa qualité de comité de Niveau 1, le CPR a la possibilité de créer un organe subsidiaire, sous réserve de confirmation par le Comité exécutif de l'OCDE.

4. Selon l'article 21 b) du Règlement de procédure de l'OCDE, le Comité exécutif doit être notifié de la création d'un « sous-comité » par un organe de tutelle « sans délai ». Si, dans un délai de quinze jours, aucun membre du Comité exécutif ne demande qu'il examine la question, la création du sous-comité est confirmée et notée dans le compte rendu succinct de la réunion suivante du Comité exécutif.

5. On trouvera à l'Annexe 1 le formulaire rempli de notification au Comité exécutif de l'institution du NER. Ce formulaire énonce a) le nom du sous-comité concerné ; b) le nom du comité auquel il fait rapport ; c) la date de création ; d) la durée ; e) le mandat fixé par le comité de tutelle ; f) la justification de la création du sous-comité ; et g) les incidences sur les ressources.

OBSERVATIONS RELATIVES À LA NOTIFICATION

6. **Mandat** : Le Réseau des régulateurs économiques (NER) contribuera à la mise en œuvre du Programme de Travail et Budget 2013-14 du Comité de la politique de la réglementation en ce qui concerne les activités des acteurs de la gouvernance réglementaire et la fourniture des services de réglementation, comme souligné dans la *Recommandation du Conseil de l'OCDE concernant la politique et la gouvernance réglementaires* [[C\(2012\)37](#)]. Le NER offrira aux experts un espace unique de discussion, d'examen par les pairs et de partage d'expériences de terrain sur les nouvelles problématiques et les bonnes pratiques. Le NER contribuera à produire et à enrichir des données comparatives, à diffuser des enseignements et à favoriser un dialogue mondial entre régulateurs économiques en vue d'une gouvernance réglementaire efficace, ce qui est important pour la fourniture de services essentiels, la réalisation d'investissements d'infrastructure judicieux et la réussite économique des pays Membres.

7. La poursuite de cet objectif est conforme à l'objet central du mandat du CPR [[C\(2009\)171](#) et CORR1], qui est chargé d'assurer un rôle de supervision dans le cadre de la mise en œuvre de la *Recommandation du Conseil de l'OCDE concernant la politique et la gouvernance réglementaires* [[C\(2012\)37](#)]. Le NER rendra régulièrement compte de ses activités au Comité de la politique de la réglementation.

8. **Justification** : Le NER a pour vocation d'être un forum d'experts pouvant apporter au Comité de la politique de la réglementation (CPR) un éclairage sur des questions importantes pour une bonne régulation de l'activité économique par les pays Membres et non Membres de l'OCDE. Le rôle

fondamental des régulateurs comme acteurs de la gouvernance réglementaire est reconnu dans la *Recommandation du Conseil de l'OCDE concernant la politique et la gouvernance réglementaires* [C(2012)37].

9. L'augmentation spectaculaire du nombre d'organismes chargés de mettre en œuvre la réglementation au sein des pays de l'OCDE constitue l'une des évolutions les plus marquantes de ces vingt dernières années. Les régulateurs jouent désormais un rôle essentiel pour assurer la bonne réalisation des objectifs de l'action publique, et ils déterminent également le vécu des particuliers et des entreprises face à la réglementation. Par conséquent, le CPR voit dans les bons résultats et la bonne gouvernance de ces organismes un élément crucial d'une bonne politique de la réglementation et du développement économique.

10. Les grands réseaux liés à l'énergie, aux télécommunications, aux transports, à l'eau et à l'assainissement et aux aéroports font face à des enjeux économiques et réglementaires communs. Le NER offrira aux régulateurs appartenant à des secteurs différents un espace unique de dialogue sur l'action à mener, de coopération et d'échanges entre responsables de la régulation économique. Dans sa composition actuelle, le CPR ne peut pas servir de cadre à ce dialogue, car il rassemble principalement des responsables chargés de veiller à la qualité de la réglementation au stade de son élaboration. Le NER permettra, lui, un accès direct aux intervenants chargés de la mise en œuvre concrète de la réglementation.

11. Le NER a prouvé son intérêt, dans la mesure où le Secrétariat bénéficie de ses discussions avec les participants au Réseau informel, qui apportent des éclairages précieux aux projets inscrits au PTB du CPR et aux autres activités de l'OCDE en matière de régulation des réseaux. L'institution du NER avec le statut d'organe subsidiaire de l'OCDE permettra de continuer à tirer parti de l'expertise des régulateurs pour l'élaboration de principes indicatifs de gouvernance des régulateurs inspirés des bonnes pratiques en la matière et pour l'exploitation et la mise en application des résultats de l'enquête de l'OCDE en cours sur la réglementation des marchés de produits. Parmi les activités envisagées dans le PTB, on peut citer des travaux de concertation sur un projet d'orientations en matière de contrôles et de sanctions, des travaux de recherche sur la bonne régulation des services relatifs à l'eau et à l'assainissement et l'élaboration d'un cadre d'évaluation des performances des régulateurs.

12. Il existe trois enjeux de gouvernance qui déterminent le bon fonctionnement de la régulation économique, et sur lesquels le dialogue devrait être axé : i) une question de gouvernance générale relative à l'architecture institutionnelle globale et à la répartition des responsabilités en matière de réglementation ; ii) des questions de gouvernance externe comme la définition des mandats et des missions des organismes de réglementation, leur indépendance par rapport au processus de prise de décisions politiques, la responsabilité, la transparence et le financement ; iii) des questions de gouvernance interne telles que les besoins de capacités et le renforcement des capacités, la gestion de la réglementation et les modalités de contrôle et de sanction. Ce dialogue devrait aboutir à l'élaboration de principes de gouvernance des régulateurs et d'un cadre recensant les bonnes pratiques à l'aune desquelles évaluer et améliorer les performances des régulateurs économiques.

13. **Entrée en vigueur et durée** : L'institutionnalisation du NER prendra effet une fois que les conditions posées à l'article 21b) auront été remplies. Comme tout organe subsidiaire, le NER sera créé pour une durée ne dépassant pas celle du mandat de son organe de tutelle, le Comité de la politique de la réglementation, lequel devra être renouvelé le 31 décembre 2014. Le mandat du NER sera réexaminé et réévalué dans le cadre du renouvellement du mandat du CPR, conformément à l'article 21c) du Règlement de procédure de l'OCDE.

14. **Participation** : Peuvent participer aux travaux du NER les délégués du CPR et les membres désignés à cet effet des régulateurs économiques de tous les secteurs pertinents, y compris ceux de

l'énergie, des télécommunications, des transports, des aéroports, des services liés à l'eau et à l'assainissement et des ports. La participation aux travaux du NER de non-Membres, et notamment de non-Membres ayant adhéré à la *Recommandation du Conseil concernant la politique et la gouvernance réglementaires* [[C\(2012\)37](#)], sera approuvée conformément aux règles relatives aux partenariats au sein des organes de l'OCDE [[C\(2012\)100/FINAL](#)] et au projet de plan de participation du CPR [[GOV/RPC\(2013\)4](#)].

15. **Ressources et calendrier des réunions** : La création du NER n'aura pas d'incidences sur le budget de Partie I. Le PTB du CPR pour 2013-14 prévoit le financement de deux réunions du NER par an à partir de crédits de la Partie I. Ces réunions continueraient d'être organisées à la demande et adossées aux réunions du CPR, de façon à éviter aux délégués du Comité des frais de déplacement supplémentaires. Aucune réaffectation de ressources de Partie I n'est donc proposée, et tout autre engagement de ressources de la part du Secrétariat se ferait sur la base de contributions volontaires, conformément au PTB.

16. **Présidence** : Le président du NER sera désigné à la première réunion du Réseau, conformément à l'article 15 du Règlement de procédure de l'OCDE. Par la suite, le président sera désigné annuellement.

ACTION PROPOSÉE

17. Le RPC est invité à :

(i) entériner par la procédure écrite le document [[GOV/RPC\(2013\)9](#)], qui présente le projet de mandat du Réseau des régulateurs économiques (NER) ; et

(ii) instituer le NER, avec le statut d'organe subsidiaire du CPR, jusqu'au 31 décembre 2014, sous réserve de confirmation par le Comité exécutif comme suite à la notification figurant en Annexe.

ANNEXE :

NOTIFICATION EN APPLICATION DE L'ARTICLE 21b) DU RÈGLEMENT DE PROCEDURE

Sous-comité : Réseau des régulateurs économiques (NER)

Faisant rapport à : Comité de la politique de la réglementation

Date de création : Cette notification reproduit le mandat, la justification, les implications budgétaires et les autres aspects du Réseau des régulateurs économiques dont la création a été proposée dans le document [\[GOV/RPC\(2013\)9\]](#) et approuvée par la procédure écrite par le Comité de la politique de la réglementation le [...] / *[Date de l'approbation par le comité et référence au compte rendu succinct]*.

Durée : Jusqu'au 31 décembre 2014

Mandat : Le Réseau des régulateurs économiques (NER) contribuera à la mise en œuvre du Programme de Travail et Budget du Comité de la politique de la réglementation en ce qui concerne les activités des acteurs de la gouvernance réglementaire et la fourniture des services de réglementation, comme souligné dans la *Recommandation du Conseil de l'OCDE concernant la politique et la gouvernance réglementaires* [\[C\(2012\)37\]](#).

Le NER offrira aux experts un espace unique de discussion, d'examen par les pairs et de partage d'expériences de terrain sur les nouvelles problématiques et les bonnes pratiques.

Le NER contribuera à produire et à enrichir des données comparatives, à diffuser des enseignements et à favoriser un dialogue mondial entre régulateurs économiques en vue d'une gouvernance réglementaire efficace, ce qui est important pour la fourniture de services essentiels, la réalisation d'investissements d'infrastructure judicieux et la réussite économique des pays Membres.

La poursuite de cet objectif est conforme à l'objet central du mandat que le Conseil a fixé au CPR [\[C\(2009\)171\]](#) et CORR1], qui est chargé d'assurer un rôle de supervision dans le cadre de la mise en œuvre de la *Recommandation du Conseil de l'OCDE concernant la politique et la gouvernance réglementaires* [\[C\(2012\)37\]](#). Le NER rendra régulièrement compte de ses activités au Comité de la politique de la réglementation.

Justification : Le NER a pour vocation d'être un forum d'experts pouvant apporter au Comité de la politique de la réglementation (CPR) un éclairage sur des questions importantes pour une bonne régulation de l'activité économique par les pays Membres et non Membres de l'OCDE. Le rôle fondamental des régulateurs comme acteurs de la gouvernance réglementaire est reconnu dans la *Recommandation du Conseil de l'OCDE concernant la politique et la gouvernance réglementaires* [\[C\(2012\)37\]](#).

L'augmentation spectaculaire du nombre d'organismes chargés de mettre en œuvre la réglementation au sein des pays de l'OCDE constitue l'une des évolutions les plus marquantes de ces vingt dernières années. Les régulateurs jouent désormais un rôle essentiel pour assurer la bonne réalisation des objectifs de l'action publique, et ils déterminent également le vécu des particuliers et des entreprises face à la réglementation. Par conséquent, le CPR voit dans les bons résultats et la bonne gouvernance de ces organismes un élément crucial d'une bonne politique de la réglementation et du développement économique.

Les grands réseaux liés à l'énergie, aux télécommunications, aux transports, à l'eau et l'assainissement et aux aéroports font face à des enjeux économiques et réglementaires communs. Le NER offrira aux

régulateurs appartenant à des secteurs différents un espace unique de dialogue sur l'action à mener, de coopération et d'échanges entre responsables de la régulation économique. Dans sa composition actuelle, le CPR ne peut pas aisément servir de cadre à ce dialogue, car il rassemble principalement des responsables chargés de veiller à la qualité de la réglementation au stade de son élaboration. Le NER permettra, lui, un accès direct aux intervenants chargés de la mise en œuvre concrète de la réglementation.

Il existe trois enjeux de gouvernance qui déterminent le bon fonctionnement de la régulation économique, et sur lesquels le dialogue devrait être axé : i) une question de gouvernance générale relative à l'architecture institutionnelle globale et à la répartition des responsabilités en matière de réglementation ; ii) des questions de gouvernance externe comme la définition des mandats et des missions des organismes de réglementation, leur indépendance par rapport au processus de prise de décisions politiques, la responsabilité, la transparence et le financement ; iii) des questions de gouvernance interne telles que les besoins de capacités et le renforcement des capacités, la gestion de la réglementation et les modalités de contrôle et de sanction. Ce dialogue devrait aboutir à l'élaboration de principes indicatifs de gouvernance des régulateurs et d'un cadre recensant les bonnes pratiques à l'aune desquelles évaluer et améliorer les performances des régulateurs économiques.

Ressources :

Les ressources attribuées au nouveau sous-comité sont prévues dans celles du PTB en cours (les contributions volontaires y comprises).

Domaine de résultats :

PTB 2013-2014 : Domaine de résultats 3 Les acteurs de la gouvernance réglementaire ; Résultat intermédiaire 3.4 Réseau des régulateurs (chargé de travailler sur les critères d'excellence des autorités réglementaires)